6 PAGES 5 CENTIMES

Fondé en 1895

L'Egalité DE ROUBAIX TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES

Téléphone : A LILLE N° 1.02 / 22.82 — A ROUBAIX N° 3.28 — A LENS N° 0.52 — A DOUAI N° 412

ABONNEMENTS — Nord et Départements limitrophes : 3 mois 4 fr. 50 — 6 mois 9 fr. — 1 an 18 fr. — Autres Départements : 3 mois 5 fr. 50 — 6 mois 11 fr. — 1 an 22 fr. — Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les Bureaux de poste

NUMERO 5 CENTIMES

PUBLICITE — Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du Journal et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger

Samedi 28 Juin 1913

OPINIONS

A QUEL PRIX ?

Il faut revenir sur la question du service militaire.

Même s'il est voté sous une forme atténuée, comme celle que MM. Reinach et de Montebello lui ont donnée, la République se trouvera bloquée pour vingt ans.

On cherchera, on trouvera sans aucun doute les ressources qu'il faut pour subvenir à l'énorme accroissement des dépenses publiques. Sans doute la nation n'est pas au-dessous de l'effort qu'on lui demande : et si l'on démontre clairement que cet effort est nécessaire, elle le fera ; mais tout ce qu'elle s'est promis en fait de réformes, en fait d'améliorations est absolument perdu. Il ne restera plus qu'à vivre au jour le jour.

Enumérons : Nos services d'assistance et d'hygiène publique sont misérables. Etudiez les rapports fournis depuis dix ans pour le ministère de l'intérieur. C'est par dizaines de millions que l'on compte les créations désirables : hôpitaux, cliniques, assistance aux communes pauvres pour des réalisations très urgentes, dont on renvoie l'année en année la dépense, faute d'argent.

Nos routes auraient besoin d'une réfection presque générale ; elles vivent aujourd'hui sur le même budget qu'il y a dix ans, alors que le prix de la main-d'œuvre et celui des matériaux n'ont pas cessé de croître. Nous aurions besoin d'ouvrir de larges chantiers pour l'extension de notre réseau interfluvial ; la constitution d'un grand port océanique s'imposerait ; le Paris port de mer, le canal des deux mers sollicitent notre attention et nos deniers. Ils attendront. La France n'a plus le temps de travailler qu'à sa défense.

Jamais la question de l'enseignement ne s'est posée d'une manière plus complexe qu'en notre temps. Il faut la sonder en deux problèmes : l'enseignement populaire proprement dit et l'école professionnelle. Sur le premier point, il est hors de doute que l'école primaire est insuffisamment dotée. La crise du personnel, dénoncée en termes si nets par M. Steeg, qui fut longtemps ministre de l'instruction publique et sait par conséquent à quoi s'en tenir, prouve que les traitements sont et demeurent insuffisants, même après les augmentations consenties. Nous n'avons pas assez d'écoles. Les œuvres postscolaires sont insuffisamment dotées. Et tout cela n'est rien en face du trou béant qu'est notre enseignement professionnel. Ici, un édifice inachevé ; là, tout un univers à tirer du chaos, du néant.

Or, l'avenir économique du pays n'y est pas moins intéressé que sa santé morale. Nous avons perdu presque tout ce qui faisait il y a un siècle la gloire, le prestige de notre fabrication. Puisque l'apprentissage n'existe plus, il était urgent de lui substituer l'école du travail. Tandis que, faute d'argent, nous demeurons inertes, les milliers de jeunes gens que l'atelier rejette à la rue se corrompent.

Il était déjà bien difficile de réclamer à la nation les sacrifices que cette situation effrayante rendait nécessaires. Demain, toute espérance aura vécu. La France usant toutes ses forces à multiplier ses moyens de défense, aura pour longtemps renoncé à la lutte industrielle comme elle aura renoncé à conquérir la place qui s'envenime.

Nous savons ce que nous avons perdu en fait de supériorité maritime et commerciale. Qui osera demander au budget les sommes nécessaires pour lutter avec des pavillons largement subventionnés ? Aucun des chapitres du budget qui dans bout paraissaient considérables n'est plus à la hauteur des besoins nouveaux. Ce n'est pas de notre faute si la valeur de la pièce de cent sous a baissé d'une manière si profonde dans les dix dernières années, et si sa somme qui payait jadis un service public important ne suffit plus à le faire vivre.

Visiblement les masses de tout ce qui s'équilibre en comptabilité se sont accrues d'une manière considérable depuis 1900. Celles de l'Etat n'ont fait que suivre la même marche ascendante. Considérez comme un trait éclatant de la situation générale l'augmentation des recettes des théâtres qui ont dépassé de 12 millions les recettes correspondantes de 1900, année d'Exposition !

Notez que si de tels chiffres nous révèlent un développement inouï des ressources générales, ils prouvent surtout que la valeur des choses — de toutes les choses — la soupe du pauvre, comme le luxe du riche, le tas de cailloux au bord du chemin, comme la tonne de charbon dans l'usine, comme le prix de revient d'un immeuble, comme le chapeau de madame, est montée à des chiffres inattendus. C'est le signe d'une révolution économique dont la fin n'est pas arrivée. Cette révolution fait surgir des besoins nouveaux, non point de ces besoins artificiels que l'on peut réfréner par beaucoup de sagesse et d'économie, mais d'impérieuses nécessités contre lesquelles on lutterait en vain.

Le monde actuel éprouve l'universelle loi. Il est contraint de se « réadapter » puisque les lois de sa vie ont changé.

Pour se réadapter, un organisme a besoin de n'être pas d'avance opprimé, enserré, bouclé, privé de ses moyens. Le budget est le sang et la chair de la France. Le jour où les dernières gouttes seront comptées jusqu'à l'extrême économie pour le besoin de la défense, c'en sera fait de tout ce qui pourrait servir aux régénérations nécessaires.

Il est à craindre que nous ne payions, par des défaites économiques et morales très graves, le rude coup de collier que nous allons donner.

Donnons-le si la vie de la nation est à ce prix ; mais sachons bien ce qu'il en coûte. Sachons-le, parce que l'avenir nous demandera des comptes et nous serons tenus d'avoir réuni pour notre garantie toutes pièces probantes. Surtout n'oublions pas que demain la réaction nous dénoncera comme les coupables d'une situation qui susciterà bien des colères.

La réaction ne s'avisera pas de justice. Elle tirera parti de souffrances et de déceptions que nous devons considérer dès à présent comme inévitables. Armons-nous d'une connaissance très claire de la situation que nous allons créer. Il serait étrange qu'on nous fît un crime de préciser par avance le bilan d'une pareille opération.

P. L.

CHOSES ET AUTRES

LES DIX-HUIT MILLE

Je vous parlais hier de la question des fonctionnaires, et je me demandais si nous en avions trop. Je montrais à ce sujet une grande incertitude et quelque anxiété. Tout cela a disparu aujourd'hui. Je suis sûr que nous avons trop de fonctionnaires et j'en tire la preuve d'une parole prononcée à la Chambre par le général Legrand, sous-chef de l'état-major général, commissaire du gouvernement. Parlant des embusqués qu'il y aurait intérêt à faire rentrer dans le rang, le général a déclaré :

— On peut faire disparaître que 18.000 hommes des emplois inutiles.

18.000 hommes, c'est bien quelque chose. Concédons cependant que ce n'est rien. Concédons-le un moment. Sans doute, on a besoin de combattants. Mais d'où faut des foules ; il en faut des multitudes. Alors, qu'est-ce qu'on ferait de ces dix-huit mille bons bougres ? Rien. Laissons-les où ils sont. On n'apporte pas une bouteille d'eau à la mer, ni une pincée de sable au désert.

Maintenant, relisons la phrase du sous-chef de l'état-major général, commissaire du gouvernement. Il affirme qu'on ne pourra chasser que 18.000 hommes des emplois dans lesquels ils vivent tranquilles comme les bandits corses dans le maquis. 18.000 hommes, ce n'est rien, nous l'avons déjà dit. Mais prenons garde à la définition que le sous-chef de l'état-major général, commissaire du gouvernement, donne de ces emplois. En soldat qui sait mal farder la vérité et même qui ne sait pas la farder du tout, il les définit des emplois « inutiles ». Inutiles, vous avez bien lu, et dès que vous avez bien lu, vous voilà tout rêveurs, je pense.

Ainsi, il y a dans l'armée française, une armée qui se plaint de n'avoir pas assez de combattants, 18.000 lascars dont la fonction est de ne servir à rien du tout, eux qui sont cependant bons à quelque chose. Quelles sont leurs fonctions ? Se livrent-ils à des études comparées sur la valeur alimentaire de la soupe ? Essaient-ils la toile de Penélope ? Cherchent-ils à remplir le tonneau des Danaïdes ? Se tournent-ils les pouces en attendant la cosse ? Je n'en sais rien. Personne n'en sait rien. Ils sont délégués à des travaux inutiles, voilà tout ce qu'on peut dire, et, à la vérité, cela suffit.

A présent, cherchez de ce qui se passe dans l'armée où les bras manquent, à ce qui doit se passer dans l'administration civile où on entre tout de même plus volontiers qu'on ne sort, et dites-moi si j'ai fait de vos pensées que nous avons trop de fonctionnaires ?

ALFRED

CHRONIQUE

Alfred ronfle

— Mademoiselle, je M. Antoine Lard [illegible] me. Hortense [illegible]

— M. [illegible] Lard, dans un grand peignoir rouge, a [illegible] de nuit vertes [illegible]

— Cela [illegible] ne pouvez pas [illegible] quelque chose.

En effet, les ronflements de M. Alfred Lard, à mesure [illegible] devaient presque alarmants [illegible]

— Ah ! mais [illegible] Mme Lard, [illegible] dans un [illegible] de tranquillité, c'est vrai ! Il est malade. Je le remarquais bien depuis quelques jours, qu'il n'était pas dans son assiette. Qu'a-t-il, à présent ? Une maladie de la gorge ? Je suis sûre qu'il a pris froid hier. Antoine, lève-toi, il faut tout de suite aller chercher un médecin.

M. Lard, qui se trouvait bien dans son lit, tenta de calmer cette mère impressionnable.

— Mais non, voyons, tu sais bien qu'il ronfle comme ça depuis au moins un mois.

Mais Mme Lard ne voulait rien entendre. M. Lard disait ça pour essayer de la rassurer. Or, lui-même venait de le constater à l'instant, ces ronflements n'étaient pas naturels.

— C'est qu'il s'est couché dans une mauvaise position. Tiens, je vais le réveiller, tu verras qu'ensuite il ne ronflera plus.

A quoi songeait M. Lard ? Réveiller ainsi cet enfant en pleine nuit au risque de lui causer une frayeur mortelle ! Il savait, pourtant, combien Alfred était impressionnable. Le pauvre petit, qui s'enferme à double tour chez lui, tant il a peur de l'obscurité !

— Entendu ! faisait judicieusement observer M. Lard, mais si l'on allait chercher un médecin, il faudrait bien réveiller le petit.

C'était juste. Mme Lard n'avait pas pensé à cela. Mais, dès le lendemain, sans faute, elle conduirait son fils chez un spécialiste des maladies de la gorge.

M. Lard n'y voyait pas d'inconvénients... Pour l'instant, il demandait seulement qu'on le laissât dormir. Et, égoïste comme tous les hommes, il tourna le dos et fut bientôt plongé dans le sommeil, tandis que Mme Lard, déjà vaincue d'inquiétude, voyait déjà sa progéniture atteinte de tous les maux dont le siège est dans la gorge.

C'est qu'Alfred Lard, dont on avait fêté récemment le seizième anniversaire, était bien l'enfant du monde amoureusement couvé de la plus étroite sollicitude.

Depuis sa naissance, les soins de tous les instants lui avaient été prodigués. Un garçon venu au monde après dix années d'union stérile, Mme Lard l'avait littéralement couvé.

Ah ! ce n'est pas lui qu'enfant on eût laissé sortir l'hiver en chaussettes et le cou nu. De doubles bas de laine et un gros cache-nez protégeaient ses jambes et son cou contre les atteintes du froid. On ne l'avait point envoyé au collège où les gamins sont violents et souvent mal élevés ; un précepteur à domicile lui avait épargné les promiscuités scolaires. Ses lectures étaient soigneusement surveillées, afin que son imagination ne travaillât pas plus qu'elle ne le devait. Il n'avait jamais mis les pieds dans la rue sans être accompagné, et les quelques camarades qu'on lui permettait de voir étaient tous des sujets exemplaires.

Mais, aussi, que de satisfactions il donnait à sa tendre mère. Il était une véritable fille pour la timidité, l'innocence et la douceur des manières. Heureusement, car Mme Lard, qui tremblait sans cesse pour lui, fût morte d'inquiétude s'il avait été un de ces garçons que l'on ne peut tenir et qui deviennent si vite des hommes.

Au petit déjeuner du matin, Mme Lard constata que l'enfant avait mauvaise mine. Si, elle ne s'y trompait pas, ses yeux étaient cernés, ses traits tirés. Il était malade. Pour ne pas le tourmenter, elle ne le questionna point. Mais elle se promit de le tâter le pouls, de lui tirer la langue, de le faire tousser, de le faire cracher, de le faire uriner, de le faire suer, de le faire tout ce qu'elle voulait, pourvu qu'elle le sût